

La guerre des mille collines

Claude Kroës

L'Humanité, 13 mars 1992

En octobre 1990, la guérilla rwandaise arrivait aux portes de Kigali. Paris et Bruxelles dépêchaient des corps expéditionnaires sous le prétexte de protéger leurs ressortissants. Les militaires français sont restés, encadrant l'armée démoralisée du général-président Juvénal Habyarimana, prolongeant un régime moribond. Le pays compte quelque 2 millions de réfugiés sur une population de 7,5 millions d'habitants. Un massacre – entre Tutsis et Hutus selon la version officielle – a fait 60 morts lundi et mardi dans le Sud-Est, où les militaires ont assassiné une missionnaire italienne. Dans la capitale, le pouvoir multiplie les arrestations de journalistes, d'hommes politiques qui ont cru en un multipartisme soudain et purement de façade et se sont exprimés au grand jour. Dans la brousse, le Front patriotique rwandais, qui contrôle une partie du territoire, poursuit le combat les armes à la main afin d'obliger le chef de l'Etat à négocier le virage démocratique. L'envoyé spécial de « L'Humanité » en revient.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LES banlieues de la guerre sont

comme de grands cimetières sous la lune. Celle-ci n'a pas manqué de se lever et l'on est à la limite de la sécurité. Le petit village frontalier ougandais, quelque part au sud de Mbarara, dort d'un œil. Une ombre sort de l'ombre, tout est « OK ». A une demi-heure de piste c'est le Rwanda, mais celui que contrôle le Front patriotique (FPR). A trois quarts d'heure de là, trois officiers de l'Armée patriotique rwandaise se détachent du décor, les salutations sont brèves, il faut parcourir une file silencieuse une quinzaine de kilomètres avant que l'aube ne mette les choses au clair. A rythme régulier, difficilement discernables, des groupes de deux ou trois combattants figés, leur tenue kaki se confondant avec la végétation équatoriale, sont les bornes vivantes de cette petite longue marche. Mot de passe en kinyarwanda, la langue du pays, parfois en anglais, langage véhiculaire de l'Afrique de l'Est. La guérilla, ici, est affaire de fantassins, mais de fantassins de brousse, de volcans endormis, de montagne haute. Non loin des sources du Nil et du Congo, les deux grands fleuves nourriciers de l'Afrique, le « Pays aux mille collines » bondit jusqu'à 4.500 mètres, dans les neiges du Karisimbi. Celles du Kilimandjaro sont à portée de geste. Et pour le Front, Kigali, la capitale, est à quelques portées de kalachnikov.

Mais au paradis des vastes réserves animalières, des immenses parcs nationaux jadis neutres, dans la région des grands singes, les gorilles des montagnes qui ont fui la guerre – et où fut assassinée la zoologiste américaine Dian Fossey – c’est parfois le désastre. Les seuls signes de vie humaine sont, au loin, les feux d’éco-buage déclenchés par quelque paysan têtue, acharné à sa terre. L’unique halte de notre course contre la montre est Kaborobota, hier village florissant où les trafiquants entre l’Ouganda et le Rwanda aimaient à palabrer, à négocier, à se détendre en s’enivrant de vin de banane, la bibine des grandes occasions. Comme ailleurs, la population a déserté le théâtre des opérations. Aveugles, ruinées, les habitations sonnent le vide. En contrebas un cantonnement abrite les maquisards. Dans quelques heures la radio du gouvernement de Kigali annoncera que le ministre de la Défense vient d’y faire une halte de routine, accueilli par une foule enthousiaste, manière d’accréditer l’idée que le président Juvenal Habyarimana contrôle bien l’ensemble du territoire national. Nous avons dû rater le rendez-vous.

A l’arrivée, la nuit s’achèvera souterraine. Hors les tentes, individuelles ou collectives, et les trous d’hommes pour la défense, l’Armée patriotique a creusé des abris jusqu’à près de trois mètres, couverts d’une épaisse couche de terre pouvant résister à un obus de mortier de 120, qui est ici l’arme absolue, le must d’une guerre de pauvres. Une toile imperméable tient lieu de matelas et le sac de couchage n’est pas un luxe.

Un mort qui se porte bien

SOUS un auvent de fortune, à la lueur d’une lampe torche, le major Paul Kagamé nous attend. Un Tutsi longiligne et impassible. Le mois dernier, durant trois jours, radio Kigali avait annoncé sa mort au combat après celle de son prédécesseur, Fred Rwigema. Cette fois le mort se porte bien. Il a moins de quarante ans, a participé à la reconquête de l’Ouganda aux côtés du président Museveni, le tombeur des Amin Dada et Milton Obote. Académie militaire aux Etats-Unis. Vice-président du Front patriotique rwandais, Paul Kagamé est le commandant en chef de l’Armée patriotique, son stratège. Il porte une casquette à la cubaine, et ces bottes de caoutchouc de paysan beauceron qui équipent ses hommes. On se demande comment ceux-ci peuvent parcourir quotidiennement des dizaines de kilomètres avec ces trucs aux pieds.

D’emblée, le major aborde le problème posé par la présence militaire française, en face. Le 1er octobre 1990 le FPR déclenchait l’offensive contre la dictature du président Habyarimana, arrivait aux portes de Kigali. Le 4, Bruxelles, l’ancien colonisateur, envoyait 500 soldats. Paris expédiait 300 parachutistes. Les militaires belges se sont retirés depuis, les Français sont restés. Jusqu’au 3 mars un officier supérieur de l’armée française nommé Chollet a même eu pour titre celui de conseiller militaire du président, afin que l’on ne s’y trompe pas. Son successeur a pris en main le travail des instructeurs chargés d’encadrer une armée en déliquescence. C’est ainsi que, de nos jours, les guerres coloniales commencent.

« *Nous menons le combat pour don-*

ner une chance aux négociations face à un pouvoir qui refuse toute évolution démocratique. Le peuple rwandais et ses millions d'émigrés attendent. Par sa présence l'armée française prolonge le conflit, il faut que les Français le comprennent ». Les troupes rwandaises, insiste le chef militaire du FPR, « perpétuent les massacres de civils ». La technique en est simple, comme nous avons pu le vérifier à notre retour des zones de combats. Mardi le régime de Kigali faisait diffuser dans la capitale un tract annonçant l'assassinat de vingt personnalités de l'ethnie hutu, provoquant une réaction immédiate chez les Tutsis. Le vieux coup des vieilles querelles, même passées de mode, a marché et le ministre de l'Intérieur ne manqua pas le lendemain d'annoncer devant les diplomates occidentaux en poste dans le pays que les affrontements « *inter-ethniques* » avaient fait quelque 60 morts dans la région de Bugesera, au Sud-Est, où à Nyamata l'armée gouvernementale abattait une missionnaire italienne, sœur Antonia Locatelli. A Bruxelles des Etats membres de la CEE exprimaient alors leur inquiétude, face à l'aggravation de la situation au Rwanda. Déjà l'Assemblée paritaire ACP-CEE (parlementaires des pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et de l'Europe de l'Ouest) réunie à Saint-Domingue adoptait, le 20 février, une résolution condamnant ces violences, appelant à la négociation, s'interrogeant « *en outre sur l'influence que la présence des forces militaires françaises au Rwanda, depuis le début du conflit, exerce sur la possibilité d'un retour à la paix* ». « *Le régime a basé sa philosophie sur des considérations ethniques, ce qui lui permet d'affirmer que le Front patriotique est un rassem-*

blement de revanchards tutsis, note le commandant Kagamé, mais chez nous il y a aussi des Hutus, d'ailleurs le président du Front, Alexis Kanyarengwe, en est un, et des Twas », qui représentent un peu plus de 1% de la population nationale. Le major-général Juvénal Habyarimana, au pouvoir depuis le 5 juillet 1973 à la faveur d'un coup d'Etat qui renversa le civil Grégoire Kayibanda, président depuis l'indépendance en 1962, règne à la lumière d'une idée simple : le pays comptant 85% de Hutus, 14% de Tutsis et 1% de Twas, les « *places* », comme il dit, leur seront accessibles selon des quotas. Pour plus de précaution, l'origine de chaque citoyen est mentionnée sur sa carte d'identité. C'est ainsi que l'on divise pour régner, en barrant la route à tout rêve d'unité nationale.

Pour parachever son œuvre, il a instauré ce que le major Kagamé appelle « *un multipartisme de façade, auquel nous ne pouvons pas adhérer* », l'ensemble des formations politiques servant uniquement de faire-valoir à celle du président, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement, dont il désigne lui-même – sans congrès – les dirigeants.

A Paris, on trouve cela très bien. Depuis l'ouverture des hostilités deux rencontres y ont eu lieu entre des représentants de Kigali et du Front, sous la houlette de Paul Dijoud, chargé de l'Afrique au Quai d'Orsay. Celui-ci se posa en juge et partie, au bénéfice du gouvernement rwandais. Ce fut l'échec.

La peur de partager le gâteau

CONTRAINTE de s'exprimer par les armes, l'opposition contrôle une vaste zone à l'est, jusqu'à 15 kilomètres

à l'intérieur du pays, assure le major Kagamé, le long de la frontière ougandaise aujourd'hui fermée, ainsi que des poches notamment vers le Zaïre. Les villes, pour des raisons logistiques, ne l'intéressent que pour de spectaculaires coups de main. Le 23 janvier 1991, ce fut le siège de Ruhengeri, l'ouverture des portes de la plus grande prison du Rwanda, la libération de 1.500 détenus. Certains ont suivi l'armée patriotique. Le commandant Biseruka, un Hutu de quarante-sept ans, menacé d'arrestation avait fui le pays pour l'Ouganda, en avril 1980, sous le régime de Milton Obote, à la fois prédécesseur et successeur de Amine Dada. « *Des agents rwandais ont pu m'enlever à Kampala, avec la complicité des autorités, j'ai été emprisonné à Kigali, jugé, condamné à vingt-cinq ans de prison, un ami, le major Lisindé, a été condamné à mort. Nous étions accusés d'avoir voulu renverser le président. J'ai été jugé une seconde fois, et condamné à la peine capitale. J'étais commandant d'une unité à Kibouli, est-ce que je gênais quelqu'un ? Simplement, Habyarimana veut sans cesse renforcer sa mainmise sur le pays, il est hanté par la peur de devoir partager le gâteau* ». Le chef de l'Etat a ainsi décapité son administration, et son armée, d'où sans doute la nécessité de s'appuyer sur des conseillers français.

Ici ce sont mes frères en face aussi

LE Dr Charles Rudakubana, d'ethnie tutsie, est un chirurgien de trente-trois ans, il a effectué une partie de ses études à Paris. « *Je travaillais à l'hôpital de Ruhengeri. Le 5 octobre 1990, à 2 heures du matin, nous avons entendu des coups de feu. Nous saurons*

plus tard que c'était l'armée, simulant une attaque du Front afin de pouvoir opérer des rafles. Je n'avais pas d'activité politique, mais on m'a accusé d'intelligence avec l'ennemi. Je crois que l'on m'a choisi sur une base ethnique, je n'ai jamais été jugé. »

Opération de routine sur la rivière Muvamba. L'unique pont n'est plus que poutrelles tordues, amas de matériaux pulvérisés. « *En se retirant, m'explique un officier, l'armée l'a détruit, en juillet dernier. Comme elle ne se déplaçait qu'en véhicules, ça prouve qu'elle a renoncé à revenir sur la rive droite, qu'elle a définitivement fait une croix sur la région.* » La plupart des hommes traversent en acrobates, pour une reconnaissance de l'autre côté. Un premier tir de mortier vient d'en face, dans la vallée tout en longueur les échos de la détonation roulent durant plusieurs secondes, en rafale. Un jeune garçon, encore en civil, tient pour toute arme une sagaie, la lance bantoue. « *C'est symbolique* », dit quelqu'un.

Un camp permanent a été installé tout près, dans une bananeraie, la meilleure des protections. C'est la « *cuisine* », une halte où est servi le plat unique de la guérilla, haricots, banane plantin en purée compacte et patates douces, ce qui tient au ventre. L'eau est bouillie quand on a le temps, sinon l'on se sert directement dans la rivière. Alors, il y a à boire et à manger. Sur une crête un fusil-mitrailleur, de trop loin, pique une colère. Un petit groupe de combattants attend, jeunes, l'un d'eux si jeune qu'on n'a pas trouvé de bottes à sa taille. Quelques uns sont d'anciens militaires, faits prisonniers au combat et qui ont rallié le Front. « *J'avais été enrôlé à la fin de 1990, me dit mon voisin, vingt-cinq ans, on nous disait que la guerre était finie, que le*

gouvernement avait gagné contre une invasion étrangère. Ici, ce sont mes frères, en face aussi mais derrière eux, il y a le président. » Il affirme avoir vu des instructeurs français, des légionnaires, dans l'armée, « *pour les armes lourdes, et parfois pour le tactique. On m'a dit qu'ils avaient eu des tués, mais que les Français évacuaient aussitôt les corps* ». Près de lui, un adolescent de seize ans, orphelin, a rejoint la guérilla par le parc national de l'Akagera, la région orientale, après avoir fui un camp de réfugiés. Une deuxième opération nous conduira à Shonga, détruit par les bombardements. « *Tur Sanga* », le bistrot du coin, n'a plus de client depuis longtemps. Le siège du bureau de section tient à peu près debout. « *Le*

gouvernement dit que nous déplaçons les poteaux frontière, et que nous faisons la guerre en Ouganda, mais on ne peut pas déplacer les maisons », ironise un vétéran d'une trentaine d'années. Seule présence vivante, une cigogne au faîte d'un arbre. Elle attend l'arrivée du printemps en Europe. Nous marchons, de bananeraie en bananeraie pour ne pas nous faire repérer. Un guérillero d'à peine vingt ans expose les motivations idéologiques de sa présence, je tente de lui faire comprendre que son parcours personnel, sa famille, ses peurs et son courage m'intéressent bien plus. « *Quand on va peut-être mourir, on doit savoir pourquoi* », dit-il sèchement.